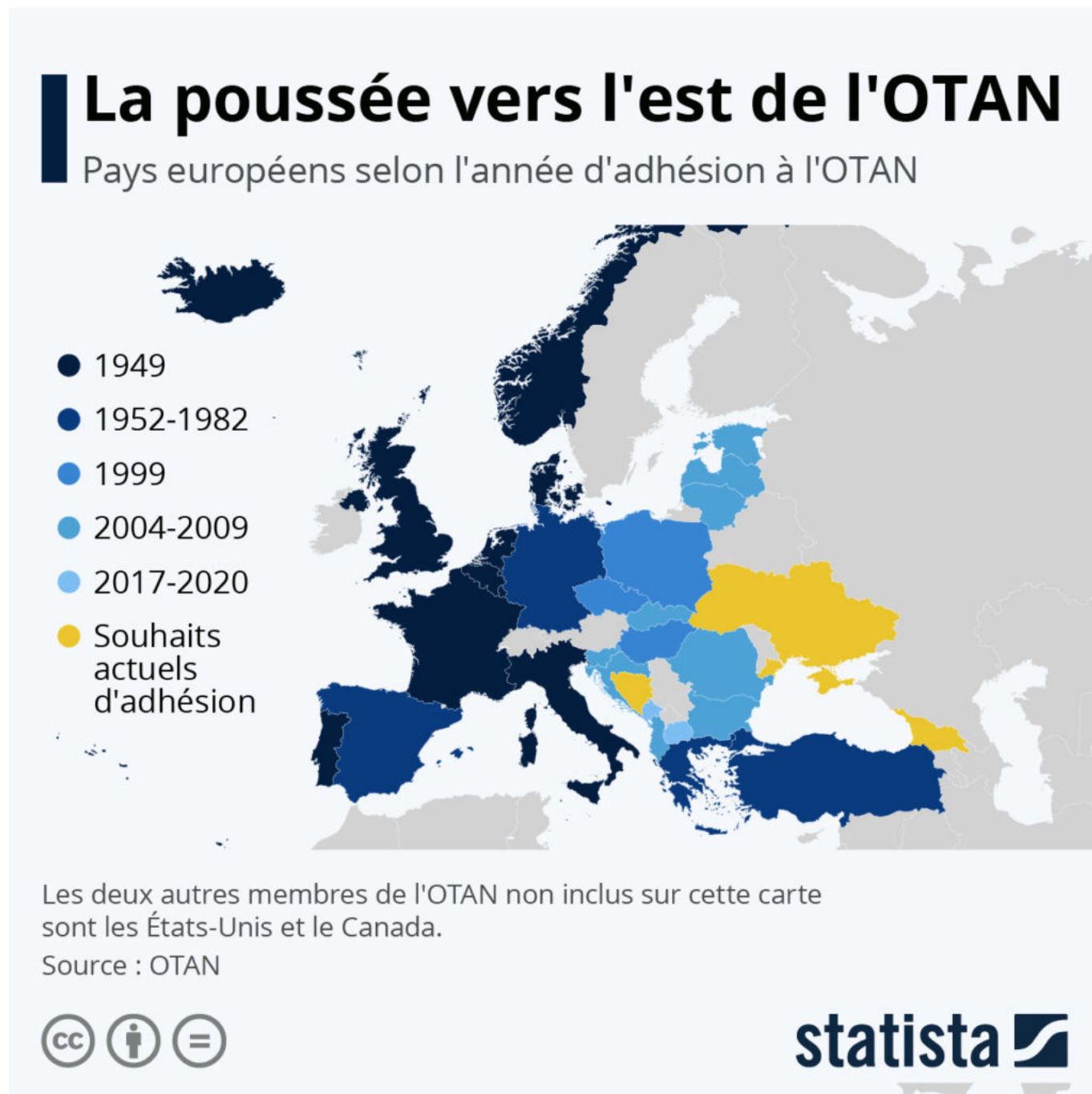


Écrit par le 23 juillet 2024

Comment l'OTAN s'est étendue vers l'est



Alors que la diplomatie n'a pour le moment débouché sur aucune solution tangible et que des troupes

Ecrit par le 23 juillet 2024

russes sont massées à la frontière ukrainienne, les craintes de voir surgir un nouveau [conflit majeur en Europe](#) sont au plus haut. La menace d'une opération militaire russe en Ukraine a poussé les Etats-Unis à ordonner dimanche soir l'évacuation des familles du personnel de leur ambassade à Kiev. La situation « est imprévisible et peut se détériorer à tout moment », a assuré le ministère américain des Affaires étrangères dans un communiqué.

Si les relations entre la Russie et son voisin occidental sont complexes et anciennes, l'aspiration déclarée de l'Ukraine à rejoindre l'[OTAN](#) - l'alliance politique et militaire de 30 pays d'Amérique du Nord et d'Europe - est au cœur des tensions actuelles. Si la demande d'adhésion du pays remonte à 2008 et ne devrait pas être honorée de sitôt, le contexte plus large de l'expansion du traité - de 12 membres fondateurs en 1949 à 30 pays majoritairement européens - trace une marche vers l'est qui est interprétée comme une menace par Vladimir Poutine. En décembre, le président russe avait une nouvelle fois fustigé l'organisation durant sa conférence de presse de fin d'année. « Tout nouveau mouvement de l'OTAN vers l'est est inacceptable », avait déclaré Poutine. Mais sa demande d'une interdiction formelle des expansions de l'OTAN a très peu de chance d'être entendue.

Vladimir Poutine a affirmé à plusieurs reprises que l'expansion de l'OTAN vers l'est rompait une promesse faite par les puissances occidentales après la dissolution de l'Union soviétique. Pourtant, même Mikhaïl Gorbatchev, qui avait participé aux pourparlers en tant que dernier dirigeant soviétique, a déclaré qu'une telle promesse n'avait jamais été faite. Entre-temps, la politique de la « porte ouverte » de l'OTAN, incluse dans son traité fondateur, continuera à faire de l'adhésion une option pour les nations souveraines - post-soviétiques ou non - et ce malgré d'éventuelles conséquences sur le plan géopolitique.

L'Union soviétique a peut-être disparu depuis plusieurs décennies, mais la [Russie](#) continue de considérer l'Ukraine comme un élément important de sa sphère d'influence. À l'instar de la Biélorussie voisine, l'Ukraine n'a pas seulement un rôle géopolitique d'État tampon entre l'est et l'ouest, mais elle est aussi considérée comme un allié culturel et historique majeur de la Russie - bien plus que d'autres nations post-soviétiques plus éloignées de Moscou.

Selon les règles d'admission à l'OTAN, les pays ayant des différends territoriaux avec d'autres - comme l'Ukraine et la Russie au sujet de la Crimée - ont pourtant peu de chances d'être admis. Mais le bras de fer entre les souhaits d'adhésion et les requêtes d'arrêt de l'expansion a pris la tournure d'une démonstration de force entre les différents parties, continuant de faire écho à l'époque de la guerre froide.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Ecrit par le 23 juillet 2024

Les dépenses militaires au sein de l'Otan

Ecrit par le 23 juillet 2024

Les dépenses militaires au sein de l'OTAN

Estimation des dépenses militaires des pays de l'OTAN (en millions de dollars) et niveau en % du PIB en 2021

		% du PIB
États-Unis	811 140	3,52
Royaume-Uni	72 765	2,29
Allemagne	64 785	1,53
France	58 729	2,01
Italie	29 763	1,41
Canada	26 523	1,39
Espagne	14 875	1,02
Pays-Bas	14 378	1,45
Pologne	13 369	2,10
Turquie	13 057	1,57
Norvège	8 292	1,85
Grèce	8 014	3,82
Belgique	6 503	1,12
Roumanie	5 785	2,02
Danemark	5 522	1,41
Tchéquie	4 013	1,42
Portugal	3 975	1,54
Hongrie	2 907	1,60
Slovaquie	2 043	1,73
Croatie	1 846	2,79
Lituanie	1 278	2,03
Bulgarie	1 253	1,56
Lettonie	851	2,27
Estonie	787	2,28
Slovénie	760	1,28
Luxembourg	474	0,57
Albanie	239	1,44



Source : OTAN



Ecrit par le 23 juillet 2024

Les dirigeants du monde entier se retrouvent cette semaine à Bruxelles pour le premier sommet de l'Otan en « présentiel » depuis le début de la pandémie. De nombreux sujets seront à l'ordre du jour dans la capitale belge et l'attention médiatique sera portée sur Joe Biden, qui effectue là sa première tournée internationale depuis son élection. Le chef d'État américain tentera de rassurer ses alliés de l'Otan après quatre années de présidence Trump, qui avaient vu le refroidissement des relations entre l'[Europe](#) et les États-Unis.

En 2018, Donald Trump avait reproché à plusieurs membres de ne pas payer leur juste part en matière de défense à l'Otan et de ne pas avoir respecté le seuil de dépenses fixé à 2 % du PIB en 2014. Trump avait notamment concentré une grande partie de ses critiques sur l'Allemagne et avait ordonné le retrait de 12 000 soldats américains du pays, une décision sur laquelle Biden est ensuite revenue. Néanmoins, ses menaces, couplées à la hausse des dépenses militaires russes et chinoises, ont vu un certain nombre d'États augmenter leurs dépenses pour atteindre ou dépasser ce seuil de 2 %. Selon les [données de l'alliance](#) publiées la semaine dernière, 10 membres de l'Otan ont atteint ou dépassé ce niveau. Une liste qui comprend les États-Unis, le Royaume-Uni, la Grèce, la Croatie, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne, la Lituanie, la Roumanie et la France.

Bien que l'Allemagne n'a toujours pas atteint le seuil de 2 %, elle a également significativement augmenté ses dépenses. Berlin consacrait 1,2 % de son PIB à la défense en 2018 et ce chiffre s'élève désormais à 1,5 %, soit 65 milliards de dollars en 2021, ce qui représente le troisième budget le plus élevé de l'alliance. La France se classe quant à elle au quatrième rang avec près de 59 milliards de dollars de [dépenses militaires](#) cette année, alors que les États-Unis sont toujours (et de très loin) les plus gros contributeurs avec des dépenses estimées à 811 milliards de dollars, soit 3,5 % du PIB.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)